

Revue européenne
des sciences sociales

European Journal of Social Sciences

**Revue
européenne des sciences sociales**

European Journal of Social Sciences

Comptes rendus en prépublication

Serge AUDIER, *La Société écologique et ses ennemis.
Pour une histoire alternative de l'émancipation*

Lauriane Guillout



Éditeur
Librairie Droz

Édition électronique

URL : <http://ress.revues.org/3875>

ISSN : 1663-4446

Ce document a été généré automatiquement le 10 novembre 2017.

© Librairie Droz

Serge AUDIER, *La Société écologique et ses ennemis. Pour une histoire alternative de l'émancipation*

Lauriane Guillout

RÉFÉRENCE

Serge AUDIER, 2017, *La Société écologique et ses ennemis. Pour une histoire alternative de l'émancipation*, Paris, La Découverte, 500 p.

- 1 La généalogie des sources alternatives de l'écologie politique, proposée par S. Audier dans *La Société écologique et ses ennemis*, va à l'encontre d'une vue répandue. Celle qui réserve au XX^e siècle tardif l'émergence d'une prise de conscience environnementale, et qui s'arrête au constat que les forces progressistes dites de gauche, « durant l'essentiel de leur histoire jusqu'à nos jours, n'ont pas su ou voulu intégrer pleinement l'impératif écologique dans leurs projets de société » (p. 12). Or, Audier complexifie l'histoire du progressisme et, simultanément, celle de l'écologie politique. Par la relecture de textes oubliés ou rarement glosés pour l'intérêt de leurs intuitions environnementales, il exhume les premières élaborations de « sociétés écologiques » qui furent à l'œuvre dans divers courants minoritaires de la gauche, notamment libertaires. Se trouve ainsi restituée la cohérence d'un mouvement international, certes marginal, qui, au XIX^e siècle, a manifesté une sensibilité inquiète et multiforme à la nature.
- 2 La restitution analytique de ce mouvement s'opère en deux temps : aux critiques des destructions environnementales causées par l'avènement d'une société industrielle qui se déploie massivement contre la nature (première partie), succède le temps des propositions pour construire et imaginer une « société dans la nature » (p. 339), moins prédatrice et plus adaptée aux interdépendances écologiques (seconde partie). Ainsi découvre-t-on les alertes environnementales sur la « planète malade » (p. 95) lancées par

le socialisme utopique de Charles Fourier, la valorisation romantique de la nature par le transcendantalisme américain de Henry David Thoreau, le libéralisme hétérodoxe de John Stuart Mill prônant un état économique stationnaire respectueux des équilibres naturels, le républicanisme de Jules Michelet soucieux des animaux et le combat de George Sand en faveur de la forêt de Fontainebleau, ou encore l'anarchisme d'Élisée Reclus, véritable géographe écologique avant la lettre. Cette somme témoigne que nombre des problématiques écologiques d'aujourd'hui – pollution, déforestation, dérèglement climatique, générations futures, biens communs, décroissance, cause animale – travaillaient hier déjà, plus ou moins directement, cette nébuleuse progressiste qui devait inspirer les pensées sociales contemporaines. L'on peut toutefois regretter un anachronisme ponctuel dans la restitution de ces projections pré-écologiques, et ainsi questionner la pertinence de l'emploi de catégories conceptuelles empruntées au corpus de l'écologie politique actuelle. À titre d'exemple, n'y a-t-il pas quelques difficultés à considérer comme écologique la critique pré-socialiste – énoncée dans une perspective incontestablement anthropocentrique – de la dégradation de la qualité de vie ouvrière due aux dégâts environnementaux engendrés par l'industrialisme ? Ou encore, n'est-il pas abusif d'analyser rétrospectivement certaines formes de républicanisme et de socialisme du XIX^e siècle comme des préfigurations de l'éthique animale et environnementale contemporaine (p. 368) ?

- 3 Reste que l'ouvrage accomplit un double geste salutaire. Il réfute d'une part l'équivalence, souvent établie, entre passéisme réactionnaire et écologie en montrant que la critique écologique de la modernité industrielle, loin d'être l'apanage d'un conservatisme anti-individualiste et anti-démocratique, fut aussi portée par des mouvements progressistes qui ont solidairement associé luttes sociales et luttes environnementales dans une visée d'émancipation. Symptomatique à cet égard, nous rappelle Audier, est la trajectoire de Marie Huot qui défendit, de concert, la cause féministe, la Commune de Paris et le droit des animaux. Par là même, cet ouvrage en appelle, d'autre part, à l'auto-critique dans les rangs socialistes et écologistes. Il invite les premiers à redécouvrir le legs pré-écologique de ces milieux progressistes, qui fut occulté par le triomphe historique d'un socialisme scientifique et productiviste. Aux seconds, parfois tentés par un naturalisme rigoriste aux conséquences politiques néfastes, il rappelle la voie d'une écologie sociale respectueuse des acquis de la démocratie. Par conséquent, Audier nous donne à penser que les ennemis de la « société écologique » ne sont pas seulement à rechercher du côté des thuriféraires de l'économie de marché ou des sophismes réactionnaires qui transforment le projet d'une société consciente de ses liens à la nature en une idéologie qui naturalise le social. À se contenter de ces cibles privilégiées, l'on manquerait, en effet, un obstacle de taille qui bloque la prise en charge politique de l'enjeu environnemental : la querelle intestine qui divise les socialismes et les écologismes contemporains ayant tendance à opposer frontalement la question sociale et la question écologique, comme si chacune – ne pouvant s'affirmer qu'au dépend de l'autre – renvoyait à des horizons politiquement incompatibles. Une telle opposition se nourrit de la dichotomie, largement reconduite de façon mécanique et dogmatique dans l'histoire des idées, entre une pensée romantique et critique de la modernité qui préférerait le souci de la nature et de sa durabilité aux idéaux de liberté et d'égalité, et une pensée nourrie de l'héritage des Lumières qui appellerait le progrès social et politique à s'accomplir en se rendant comme maître et possesseur de la nature. Or, tout l'intérêt de la généalogie ici proposée tient en ce qu'elle déstabilise et complique cette dichotomie, en indiquant qu'un projet politique d'écologie sociale – animé par la volonté de lier ensemble l'émancipation des hommes et la

protection de la nature, la solidarité sociale et le respect des interdépendances environnementales – était en gestation, sous des formes multiples, dans certaines fractions du socialisme, de l’anarchisme et du républicanisme dès leur affirmation. Reste donc à prolonger cet effort de déstabilisation afin de renouer les fils entre des traditions intellectuelles qui ont, pour partie, manqué leur rencontre historique et échoué, ainsi, à saisir l’intelligence de leurs apports respectifs pour penser la « société écologique » de demain.

AUTEURS

LAURIANE GUILLOUT

Université libre de Bruxelles, CTP